

Le drapeau désincarné

Marc Haentjens

Numéro 136, été 2007

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/41000ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Les Éditions l'Interligne

ISSN

0227-227X (imprimé)

1923-2381 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Haentjens, M. (2007). Le drapeau désincarné. *Liaison*, (136), 17-19.

Le drapeau désincarné

MARC HAENTJENS

UN PROJET ORIGINAL, présenté comme une initiative de mobilisation de la communauté francophone, ralliait l'an dernier une grande partie de l'establishment francophone d'Ottawa. Mené à l'initiative du Richelieu International, avec l'appui officiel des deux conseils scolaires locaux, ce projet, baptisé « Les Monuments de la francophonie d'Ottawa », visait à ériger six immenses drapeaux franco-ontariens (15 m x 5 m) dans des sites choisis, symboliques de la présence francophone à Ottawa. Sans le dire explicitement, le projet visait à donner aux francophones de la région l'occasion de reprendre le combat engagé par S.O.S. Montfort, emblématique, depuis 2000, du réveil de la communauté franco-ontarienne.

Quand on m'a contacté, comme beaucoup d'autres sans doute, pour apporter ma contribution à ce projet, j'avoue avoir été extrêmement partagé. D'un côté, l'initiative, présentée comme une action militante visant à rehausser la visibilité de la francophonie dans la ville – accessoirement capitale de notre noble pays – me semblait tout à fait louable. De l'autre, je me sentais un peu mal à l'aise avec cette volonté brute de hisser des drapeaux, et qui plus est des drapeaux géants. Je me revoyais soudain, avec un certain malaise, au Centre civique d'Ottawa, parmi les 10 000 francophones venus à la défense de l'hôpital Montfort, agiter mon petit drapeau franco-ontarien et scander avec la foule : « Montfort fermé, jamais ! ». Sursaut de cynisme ou d'individualisme ? Peut-être. Le fait est que cette manifestation, toute symbolique qu'elle fût, m'avait laissé un peu perplexe. Était-ce vraiment le bon combat à mener ? Et qui en avait décidé ainsi ? Ce sont un peu ces mêmes questions qui me revenaient aujourd'hui.

Je dois dire, à ma décharge, que je n'ai jamais été très porté sur les drapeaux. Quand j'étais enfant, en France, on voyait rarement de drapeaux à l'exception du 14 juillet (Fête nationale) ou des cérémonies du 11 novembre et peut-être, à la mairie, lors d'un mariage célébré « au civil » avec le maire drapé dans une grande écharpe tricolore. Le reste du temps, cependant, et contrairement à ce qu'on pense parfois à l'extérieur de l'Hexagone, le drapeau national se faisait assez discret. De même, d'ailleurs que l'hymne national, la fameuse « Marseillaise », dont très peu de Français, d'après



mes souvenirs, étaient capables d'entonner beaucoup plus que le refrain (je ne sais si ça a vraiment changé ?).

En arrivant au Canada, j'ai donc été très surpris de cette floraison de drapeaux qu'on se pique de placer devant chaque édifice gouvernemental et, même, devant les maisons. J'ai été stupéfait, tout autant, par la popularité du « Ô Canada », n'ayant jamais été exposé à autant de respect pour un hymne national. Sarcastique au

début, montrant (je l'avoue) peu de hâte à me lever pour me joindre au chorus ambiant, j'ai dû toutefois me raviser, constatant que j'étais l'un des rares à ne pas respecter le cérémonial. « Autre pays, autres mœurs », dit-on. C'est ce que j'ai fini par assumer. Mais le coup de grâce m'a vraiment été donné quand mes enfants ont eu l'âge d'aller à l'école. Le « Ô Canada » matinal, avec l'école au garde-à-vous, suivi, pour compléter le tableau, de la prière traditionnelle, a achevé de me tremper dans les rites nationaux. Au point que je me suis vite retrouvé parmi les premiers, lors des rencontres annuelles de parents, à scander avec force les strophes d'Adolphe-Basile Routhier.

Vrai ou faux nationalisme ?

Pourtant, je garde toujours ce fond de dérision ou de scepticisme qui me fait voir ces symboles davantage comme des trompe-l'œil que comme des repères nationaux authentiques. L'attitude des Canadiens sur bien des questions d'intérêt national tend d'ailleurs à me donner assez souvent raison. Sans même parler de la question du Québec qui continue de déchirer la belle idée d'un Canada uni, on peut compter les attaques régulières contre l'unité canadienne, que ce soit pour des questions de rivalités entre les provinces, de questions économiques ou de péréquation ou, plus grave peut-être, en raison des interprétations très différentes de la particularité canadienne et du rapport que nous devrions établir avec nos voisins du Sud. La vision actuelle des Albertains est assez significative, je crois, de cette tiédeur nationale. Assis sur leurs réserves de pétrole et leurs tas de sable bitumineux, ils oublieraient volontiers que l'Alberta fait partie du Canada et seraient sans doute, comme beaucoup de chroniqueurs le disent, tout prêts à se séparer si l'on voulait limiter leur capacité d'exporter leurs

ressources aux Américains. Ce que je dis de l'Alberta n'est toutefois pas unique et je pourrais citer bien d'autres circonstances qui témoignent de l'ambiguïté du sentiment d'appartenance au Canada.

C'est en constatant ces déchirements qu'on peut se demander si les manifestations apparentes de patriotisme ne sont pas justement au Canada une façon de masquer (ou de réagir à) la fragilité de l'identité nationale. Beaucoup d'entre nous se souviennent à cet égard du projet – abondamment caricaturé – des drapeaux de Sheila Copps. Alors ministre du Patrimoine canadien, Sheila Copps avait établi, avec tambour et trompettes, un budget de 20 millions \$ pour distribuer des drapeaux canadiens aux quatre coins du pays. Non seulement l'initiative pouvait paraître assez ridicule au regard des objectifs poursuivis (renforcer le sentiment d'identité canadienne), mais elle était d'autant plus ironique que, pour trouver ces 20 millions à l'intérieur de son ministère, les fonctionnaires avaient dû couper dans les budgets alloués aux communautés minoritaires, lesquels auraient justement permis de renforcer la vitalité de ces communautés et d'appuyer ce faisant le sentiment d'identité nationale. Le geste de Sheila Copps – dont je respecte par ailleurs les mesures en faveur des arts – avait, il faut l'avouer, plus un parfum de propagande que de « construction identitaire »!

Il est forcément tentant de faire le rapprochement avec l'initiative lancée par les chefs de file francophones d'Ottawa. Sans vouloir leur faire un procès d'intention, on a certainement envie de leur demander si tous ces drapeaux sont bien utiles et si le montant qui va y être consacré n'aurait pas été mieux dépensé dans un projet qui aurait visé davantage le développement (réel) de nos communautés : que ce soit en investissant dans des infrastructures culturelles, en s'occupant de former des leaders communautaires ou encore en favorisant la mise en valeur de symboles beaucoup plus puissants de notre vitalité, comme des œuvres d'art ou des artistes de nos milieux. Car, en même temps qu'on érige ces drapeaux et qu'on recueille des dons pour le faire, on laisse à l'abandon quantité de projets qui pourraient rehausser la vie communautaire et inspirer à la population francophone un véritable sentiment d'appartenance.

Un drapeau lourd à porter

Si je suis porté à soulever cette question, c'est que j'ai été exposé, il y a quelques semaines, à une autre manifestation de cette stratégie d'affirmation identitaire dont je doute qu'elle atteigne véritablement son but. Mon fils, qui étudie en 7^e année, a été choisi parmi les élèves de son école pour faire partie des 44 « ambassadeurs et ambassadrices du drapeau franco-ontarien » que l'Association canadienne-française de l'Ontario (ACFO) Ottawa et les deux conseils scolaires francophones de la région (public et catholique) ont « assermentés » dans le but de promouvoir la langue française dans leurs écoles et à travers la ville. Or, la « cérémonie d'assermentation » à laquelle on les a astreints et à laquelle j'ai eu le devoir d'assister s'est avérée en tous points

vide d'un « contenu » identitaire. Là encore, on a agité des drapeaux, on a aussi chanté notre hymne « national », le fameux « Notre place », enfin, on a beaucoup parlé de fierté. Mais très peu, dans l'heure et demie qu'a duré la cérémonie, est-on allé au-delà, a-t-on proposé aux jeunes ambassadeurs des modèles qui pourraient les stimuler ou leur a-t-on parlé de ce qui nous unit plus profondément (que le drapeau), soit d'histoire, de culture, de valeurs, d'un projet de société... Rien, à part le *t-shirt* et le petit drapeau qu'on leur a permis d'emporter, ne leur a été fourni pour jouer ce rôle, supposément essentiel, qu'on voulait leur confier.

Comme pour les drapeaux qu'on pourra sans doute voir bientôt flotter en plusieurs lieux d'Ottawa, l'assermentation (bien sérieuse) de ces 44 ambassadeurs est peut-être une belle opération médiatique, mais ne promet pas beaucoup de retombées dans la communauté. Loin d'avoir formé « 44 diplomates du français à Ottawa » (comme le titrait le journal *Le Droit*), on a plutôt confirmé à 44 élèves, probablement plus motivés que d'autres, que le fait français était essentiellement une affaire de drapeau, de dignitaires et de chanson. Peut-on imaginer, par contraste, ce qu'on aurait pu faire en offrant à ces jeunes une journée complète d'ateliers ou de rencontres avec des artistes engagés qui les auraient amenés à réfléchir sur la francophonie, à confronter leurs points



de vue dans des créations, enfin à aller chercher dans des œuvres et des expériences contemporaines des modèles ou des réponses à leurs interrogations. Sans doute aurait-on eu des résultats autrement significatifs pour la formation (et la motivation) de ces futurs « ambassadeurs »!

Telle est un peu la réflexion qui me vient en pensant à ces drapeaux géants auxquels on nous invite à contribuer. Je n'ai rien, bien sûr, contre le drapeau franco-ontarien. Nous avons tous besoin de symboles et c'en est un. J'ai eu, moi aussi, l'occasion de m'associer à ce drapeau et de célébrer sa création par quelques militants sudburois dans les années 1970. J'en ai même une reproduction sur ma montre et sur ma plaque d'automobile. Ce que je réfute, toutefois, c'est l'importance qu'on veut lui donner, comme s'il pouvait à lui seul répondre à toutes nos difficultés. Non, notre projet ne se résume pas à un drapeau. Et notre fierté non plus. Ce qui nous unit est un projet culturel que nous avons grandement besoin de nourrir et de faire rayonner dans la communauté. C'est à cela que tous nos efforts, pour paraphraser les promoteurs des « Monuments de la francophonie », devraient servir en premier lieu. C'est en cela que nous devrions être des « bâtisseurs ». Qu'on puisse coiffer notre projet d'un drapeau (et d'un hymne), rien ne s'y oppose. Mais il ne faudrait pas croire qu'un drapeau, même géant, peut masquer la fragilité de notre projet collectif. ■

Marc Haentjens œuvre depuis longtemps comme chercheur, animateur et consultant en matière culturelle au sein de la francophonie canadienne. Il est aujourd'hui directeur du Regroupement des éditeurs canadiens-français (RÉCF).